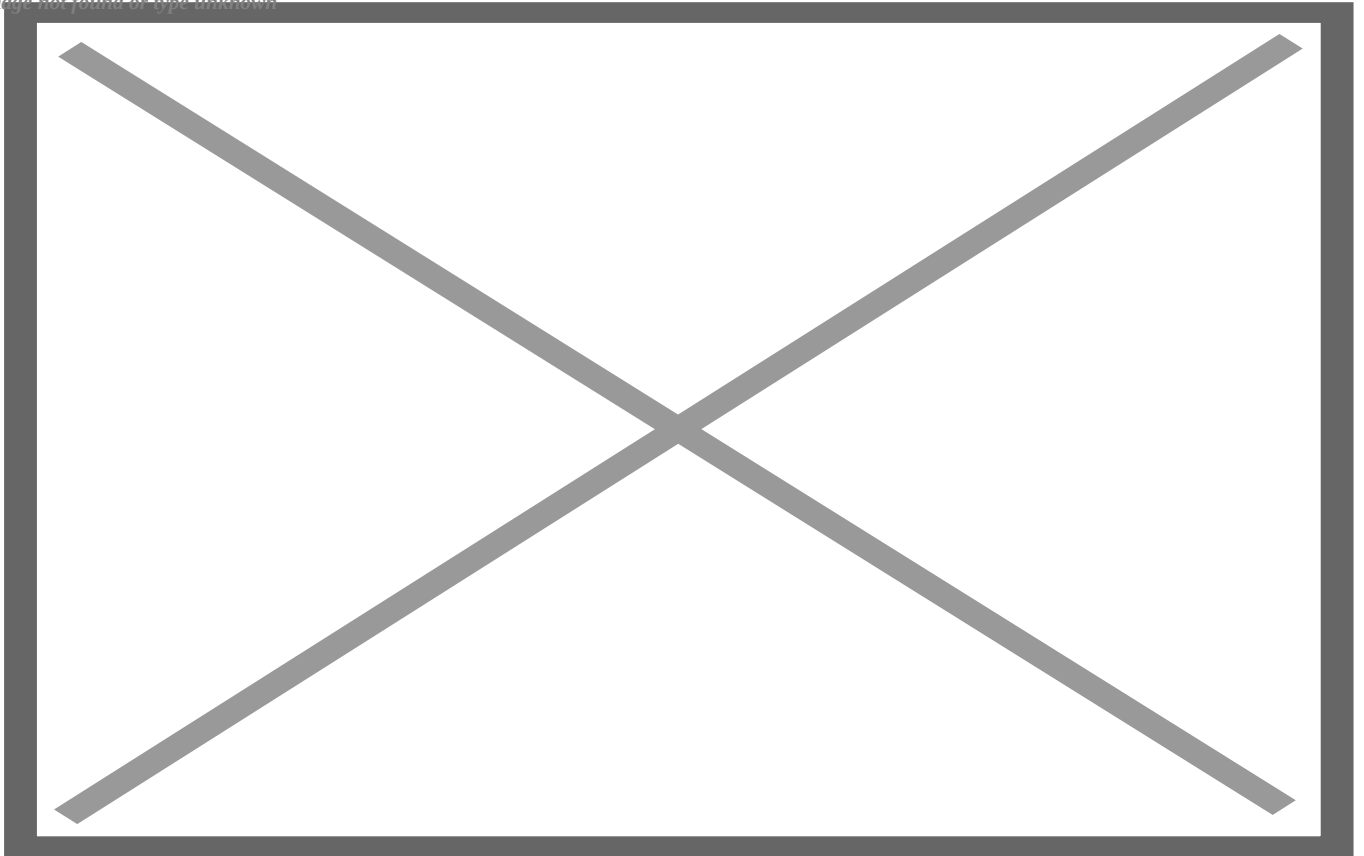


Les listes auxquelles Marco Rubio a toujours recours

Image not found or type unknown



Auteur: Roberto Morejón

Les différentes administrations américaines sont obsédées par leurs listes unilatérales, comme si elles étaient des juges internationaux, et elles y ajoutent Cuba.

Le gouvernement de Donald Trump, avec l'obstination de son secrétaire d'État Marco Rubio, a inclus Cuba dans une autre de ces listes, celle des pays qui ne coopèrent pas dans la lutte contre le terrorisme.

L'opinion appartient au département de Rubio, qui ne semble pas accorder suffisamment d'attention aux questions critiques et trouve ainsi le temps de comploter de nouveaux abus contre La Havane.

La dernière en date permet à l'administration de Donald Trump de revenir sur les mesures prises par l'administration de son prédécesseur, Joseph Biden, en retirant l'archipel des Caraïbes de la liste.

La démarche actuelle sert de nouveau levier de sanctions contre l'archipel caribéen, en resserrant le blocus et en affirmant ensuite que cette coercition n'existe pas, puisque ce qu'il appelle le régime cubain peut se rapporter au monde entier.

Et pour confirmer le resserrement de l'anneau désastreux, il convient de rappeler que les États-Unis ont réintégré Cuba dans leur liste des États soutenant le terrorisme, dont M. Biden l'avait retirée avant de quitter la Maison-Blanche.

Cette dernière mesure entraîne de graves revers pour l'économie antillaise, car les crédits et les procédures bancaires internationaux sont fermés.

Mais Rubio et la colonne anti-cubaine qui entoure Trump ignorent des déclarations telles que celle d'un groupe d'experts de l'ONU, qui a déclaré en février que le retour de la nation caribéenne dans l'inventaire des pays qui soutiennent le terrorisme était illégal et constituait un pas en arrière pour les droits de l'homme des Cubains.

Bien que le département d'État invoque d'autres prétextes, créés aussi par eux, pour articuler la dernière décision anti-cubaine, la vérité est que Rubio a toujours exigé le maintien de cette nation sur les listes noires.

En 2022, lorsqu'il était sénateur, il a critiqué l'administration Biden parce que, selon lui, elle était encline à retirer Cuba de la liste des États soutenant le terrorisme.

Aujourd'hui, à la tête du département d'État, il s'apprête à le restructurer, mais ne prive pas de fonds les programmes de changement de régime de Cuba.

Avec ses listes et autres outils, l'administration Trump et en particulier Rubio resserrent leur emprise sur Cuba, ce qui corrobore les récentes affirmations du vice-ministre des affaires étrangères Carlos Fernández de Cossío.

"Cuba ne vit pas en paix. Cuba vit dans l'agression permanente".

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/comentarios/382963-les-listes-auxquelles-marco-rubio-a-toujours-recours>



Radio Habana Cuba